



Le 1^{er} décembre, agissons, il y a urgence : Salaires, emplois et justice sociale.

La colère est légitime !

Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale. Cette colère, la CGT la comprend et la porte au quotidien depuis plusieurs mois et au travers de nombreuses journées d'action et de grèves.

Alors que la France est en 2017 le 5e pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens.

La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois. Ça ne peut plus durer. Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir.

Le surnom de président des riches est bien justifié.

À force de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- *La fin du recours aux contrats précaires (intérim, cdd, temps partiels imposés...);*
- *l'augmentation du SMIC à 1800 € avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;*
- *la prise en charge des transports par les employeurs ;*
- *une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;*
- *une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.*

IPNS – ne pas jeter sur la voie publique

C'est bien tous ensemble que nous pourrons infléchir la politique du président des riches.

Le 1^{er} décembre, la CGT de l'Aisne appelle tous les citoyens, les salariés actifs et retraités à se joindre à PARIS à la 16^{ème} manif du collectif privés d'emploi et précaires ou aux rassemblements locaux, pour exiger des réponses immédiates et précises de la part du gouvernement et du patronat notamment sur la question du pouvoir d'achat.

**RASSEMBLEMENTS - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
10 h 00 , MAISON DES SYNDICATS
AVENUE ARISTIDE BRIAND
LAON**